

Convention d'administration et de transport intervenue ce
premier jour de août 1986.

CAI
MH
-G52

ENTRE:

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET
DE LOGEMENT

(ci-après appelée la SCHL)

D'UNE PART

- et -

LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

(ci-après appelée la SHQ)

D'AUTRE PART

1. Attendu que le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont conclu une entente cadre relative à l'habitation sociale le 13^e jour de mai 1986, leur permettant de partager les frais de tous programmes ou initiatives d'habitation sociale qu'ils désirent mettre en oeuvre conjointement.
2. Attendu que la SCHL et la SHQ ont conclu un accord de mise en oeuvre daté du 10^e jour de juillet 1986 et tel qu'amendé en date du premier jour de août 1986 en vue d'assurer l'application des principes de l'entente cadre.
3. Attendu que la SCHL et la SHQ ont convenu, dans l'accord de mise en oeuvre, de partager les frais de la livraison et de l'administration du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones et que la SHQ a accepté de livrer et d'administrer ce programme.



4. Attendu que dans la livraison du programme mentionné au paragraphe précédent, des prêts peuvent être accordés en vertu des articles 34.15 et 34.16 de la Loi nationale sur l'habitation (la Loi).
5. Attendu que les prêts accordés en vertu de l'article 34.15 de la Loi doivent être garantis par une hypothèque de premier rang ou de toute autre façon que la SCHL juge appropriée afin de protéger ses intérêts et que les prêts accordés en vertu de l'article 34.16 de la Loi doivent être garantis d'une façon jugée satisfaisante par la SCHL.
6. Attendu qu'afin de livrer et d'administrer convenablement les projets en vertu du programme dont il est question au paragraphe 3 et pour lequel elle a accepté de partager les frais, la SHQ pourra, si elle le désire, accorder des prêts et obtenir à son nom toute garantie offerte pour assurer le remboursement de ces prêts.
7. Attendu qu'afin de répondre aux exigences de la Loi qui oblige la SCHL à protéger convenablement ses intérêts, dans le cas où des prêts sont accordés en vertu des dispositions des articles précités, la SCHL et la SHQ ont convenu de conclure le présent acte.

À ces causes, compte tenu de ce qui précède et considérant que la SHQ pourra, si elle le désire, accorder des prêts et obtenir des garanties individuelles en son nom pour des prêts accordés en vertu des articles 34.15 et 34.16 de la Loi, la SCHL et la SHQ conviennent mutuellement de ce qui suit:

1. La SHQ obtiendra toute garantie exigée en vertu des articles 34.15 et 34.16 de la Loi dans l'intérêt mutuel de la SCHL et de la SHQ, conformément au coefficient de partage des frais fixé dans l'accord de mise en oeuvre en rapport avec le programme en vertu duquel la garantie a été offerte.
2. Tous les fonds versés par la SCHL à la SHQ ainsi que tout l'argent obtenu par suite de la réalisation d'une hypothèque ou autre garantie offerte au prêteur et découlant de tout document constatant telle garantie devront être gardés et administrés dans l'intérêt mutuel de la SCHL et de la SHQ, conformément au coefficient de partage de frais fixé dans l'accord de mise en oeuvre tel que susdit.
3. Tout droit, titre ou autre intérêt acquis par la SHQ et découlant de tout document constatant telle garantie ou de l'application de la Loi, devra être gardé et administré dans l'intérêt mutuel de la SCHL et de la SHQ, conformément au coefficient de partage des frais fixé dans l'accord de mise en oeuvre tel que susdit.
4. Tous les fonds acquis par la SHQ par suite de la réalisation d'une garantie offerte pour assurer le remboursement d'un prêt accordé en vertu des articles précités de la Loi, seront administrés et feront l'objet des mesures que prévoient les dispositions financières de l'accord de mise en oeuvre.
5. La SHQ cède et transporte par les présentes à la SCHL, mais en proportion seulement du coefficient de partage des frais fixé dans l'accord de mise en oeuvre tel que susdit, tout droit, titre ou autre intérêt découlant de tout document constatant toute garantie offerte par suite des prêts

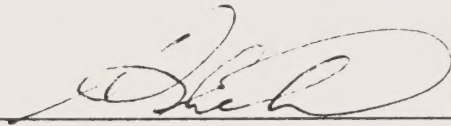
accordés en vertu des articles précités de la Loi. La SHQ s'engage à fournir toute information nécessaire ou à signer tout document voulu, à la demande de la SCHL, pour constater ou effectuer spécifiquement tout transport ou cession en conséquence.

6. Nonobstant ce qui précède, il est convenu entre la SCHL et la SHQ que ni les documents constatant les garanties individuelles offertes pour assurer le remboursement des prêts, ni ceux constatant tout droit, titre ou intérêt acquis par la SHQ en application de ces documents de garantie ou de la Loi, ne devront précisément décrire ou mentionner les arrangements exposés et établis dans la présente convention.
7. La présente convention demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que le demeurera l'accord de mise en oeuvre et, par la suite, tant et aussi longtemps que ne sera pas complétée l'administration de toutes les garanties, fonds, droits ou autres biens découlant tant des présentes que de l'accord de mise en oeuvre.
8. L'accord de mise en oeuvre le prévoyant déjà, la SHQ ne pourra obtenir aucun droit, rémunération ou remboursement en vertu de la présente convention.

En foi de quoi la SCHL et la SHQ ont signé le présent acte
à la date susmentionnée.

Société canadienne d'hypothèques et de logement





Société d'habitation du Québec

